



Classes fermées, élèves absents... la continuité pédagogique à l'épreuve des cinq premières semaines de cours

Depuis le début d'année scolaire, les suspicions de cas de Covid-19 perturbent la tenue d'une partie des cours et obligent les professeurs à tester un enseignement « hybride ». Leur rentrée scolaire a beau avoir été « presque normale », comme le ministre de l'éducation nationale s'est attaché à la décrire, dès septembre, la « continuité pédagogique » n'a pas tardé à se rappeler aux bons – et mauvais – souvenirs des enseignants. Outre la menace de revenir à l'enseignement à distance en cas de circulation très active du Covid-19, les enseignants sont aussi invités à assurer depuis cinq semaines leurs cours lorsqu'une classe ferme temporairement ou lorsque des élèves sont absents pour cause de suspicion de contamination.

« Nous avons à peine eu le temps de nous rencontrer, de poser les bases avec les élèves qui avaient été éloignés de l'école pendant six mois, que rebelote. Dès la deuxième semaine de septembre une classe de 1^{re} a dû fermer pendant dix jours », raconte Sophie Audoubert, enseignante de lettres au lycée Voltaire à Paris.

Cours en visioconférence, transmission du contenu des séances, de ressources et d'exercices sur le logiciel de gestion scolaire Pronote... les habitudes du confinement sont de retour, avec les mêmes questionnements. « A la maison, tout dépend du rapport de chaque élève à l'école, observe M^{me} Audoubert. Certains ont besoin d'un accompagnement important, d'autres, non. On ne peut pas individualiser l'apprentissage pour 35 jeunes. » D'autant qu'il faut assurer en parallèle les cours en présentiel pour les autres élèves.

Des absences perlées

L'allègement du protocole sanitaire le 22 septembre, prévoyant la fermeture d'une classe qu'à partir du moment où trois cas de Covid y sont confirmés, a permis de faire diminuer le nombre de fermetures : 89 structures scolaires le 18 septembre, 19 le 25 septembre (et 1 152 classes), seulement 14 le 1^{er} octobre (et 290 classes fermées). Mais les « points de situation Covid-19 » réguliers du ministère de l'éducation ne donnent jamais le nombre d'élèves concernés par des absences individuelles, soit parce qu'ils sont positifs, soit parce qu'en tant que « cas contact » ils attendent le résultat d'un test.

Au lycée Victor-Duruy à Paris, 107 élèves sur 1 700 ont dû s'absenter un temps en septembre, en plus de leurs 9 camarades déclarés positifs. Pas de quoi s'inquiéter « plus qu'une grosse épidémie de grippe ou de gastro-entérite », rassure Philippe Tournier, proviseur de l'établissement et membre du syndicat SNPDEN-UNSA. Le passage de la quatorzaine à la septaine a simplifié le suivi pédagogique des élèves absents, qui ne ratent in fine que quelques heures de chaque cours. Et en cas de fermeture totale d'une classe, les élèves comme les professeurs sont désormais familiarisés à l'enseignement à distance. »

Cependant, les témoignages ne sont pas toujours aussi optimistes. « Il y a beaucoup plus d'élèves absents qu'en temps normal. Il y aura forcément des conséquences, alerte Valérie Degoy, professeure de SVT à Rouen et membre du syndicat SNES-FSU. On arrive le matin, on voit simplement que la vie scolaire a noté qu'untel ou untel ne serait pas là. Ils reviennent quelques jours plus tard... » Faute de pouvoir « refaire un cours personnalisé pour chacun », ces absences perlées et tournantes sont gérées « comme habituellement, explique l'enseignante. On essaie de maintenir un lien, on explique sur le cahier de texte numérique ce qui a été fait en classe et ce qui est à faire pour le prochain cours. On partage parfois des ressources. Aux élèves ensuite de se prendre en charge... ».

Certains enseignants expliquent s'astreindre à un envoi de cours et d'exercices systématique en cas d'absence des élèves, même courte, plutôt que de devoir « rattraper » à leur retour, et prendre le risque de ralentir la progression de tous. Car l'inquiétude de fragiliser la scolarité des élèves, déjà

chamboulée l'an dernier, est là. D'autant plus dans les classes dites « à examen ».

« C'est assez catastrophique. Je n'ai pas eu une seule fois ma classe entière de terminale spécialité SES depuis septembre, s'inquiète Solène, professeure de sciences économiques et sociales dans l'académie de Rennes (qui a requis l'anonymat). Aucun allègement du programme n'est envisagé pour pallier ces multiples absences. Alors que nous venons d'apprendre que les épreuves de spécialité du bac auraient lieu dès mars, l'inspection nous demande toujours de reprendre les notions non abordées en 1 re à cause de la crise... Les élèves qui ratent des cours sont dans un tel état de stress ! »

Heures de remédiation et besoin de formation

Comme d'autres enseignants interrogés, Solène raconte se sentir « seule » devant cette continuité pédagogique de retour, et dont la seule évocation tend à crispier certains professeurs. Il est nécessaire, selon elle, que l'institution mette à disposition « des heures de remédiation pour les élèves qui en ont besoin après une de ces absences », mais aussi « des moyens pour équiper les familles – et les enseignants ! – en matériel informatique ». Il faudrait aussi « des heures pour remplacer les enseignants quand ils sont eux aussi absents à cause du virus. Car dans ces cas-là non plus la continuité pédagogique est compliquée », complète Stéphanie Martel, professeure de lettres au lycée Evariste-Galois, de Sartrouville (Yvelines).

La plupart des enseignants interrogés évoquent aussi le besoin de formation à l'enseignement à distance ou à l'enseignement hybride associant « présentiel » et « distanciel ». Ceux qui y ont été confrontés depuis septembre savent que l'expérience avec les classes fermées ponctuellement, ou plusieurs élèves absents temporairement, constitue les prémices de ce qui sera nécessaire dans le cas où la circulation active du virus nécessiterait une baisse des capacités d'accueil des établissements. Une formation, ou au moins une information, devrait avoir lieu selon le psychologue cognitiviste et spécialiste du numérique éducatif André Tricot : « Afin de ne pas faire le double de travail, les enseignants doivent être au clair sur les activités réalisables à distance, sous quelles conditions, et celles à garder pour le temps de classe. »

Interrogé sur le sujet, le ministère de l'éducation rappelle que 100 000 enseignants ont pu bénéficier, entre mars et juin, d'une formation en ligne à l'enseignement à distance. Et que, en plus des formations proposées dans chaque académie, dans les départements de l'Aisne et du Val-d'Oise, l'expérimentation « Territoires numériques éducatifs », lancée mi-septembre, prévoit aussi de former les enseignants à « l'hybridation des enseignements », en plus de la mise à disposition de matériel pour les élèves en situation de « fracture numérique » et pour les enseignants, et du déploiement dans les classes de « kits d'enseignement hybride » permettant les cours à distance. « Nous envisageons d'étendre nationalement le dispositif quand il aura été évalué », commente Édouard Geffray, directeur général de l'enseignement scolaire.

D'ici là, le ministère rappelle que les programmes de cours en ligne du CNED « Ma classe à la maison » et ceux, télévisés, de « Lumni » sont accessibles aux enseignants et élèves. La Rue de Grenelle a par ailleurs rouvert début septembre la plate-forme de classe virtuelle du CNED utilisée par quelque 550 000 enseignants au printemps. L'opérateur public indique que 32 000 enseignants et 70 000 élèves ont activé ou réactivé leur compte depuis septembre, soit parce qu'ils en ont eu besoin, soit pour anticiper la dégradation de la situation sanitaire.

Dans de nombreux établissements, on s'attelle en effet depuis quelques semaines à vérifier que les élèves et familles ont bien accès à un ordinateur et à Internet, ont activé leurs comptes sur les différentes plates-formes, etc. On améliore les espaces numériques de travail (ENT), on peaufine les plans locaux de continuité pédagogique, non sans difficultés.

« Comme en mars, il est absolument faux de dire qu'on est “prêt” à assurer la continuité pédagogique, commente François Da Rocha Carneiro, professeur d'histoire-géographie dans un lycée de Roubaix et vice-président de l'Association des professeurs d'histoire-géographie. Mais on s'y prépare, on échange, on invente, on innove pédagogiquement, pour être au front, une nouvelle fois, si la situation l'impose. »

Séverin Graveleau